



COVID – 19.

REGARDS CROISÉS DE NOS DÉLÉGUÉS INTERNATIONAUX EN ITALIE, AU JAPON ET EN CORÉE

Par Marine MILARD, déléguée Jeunes IHEDN en Italie,
Stéphane WELFERINGER, délégué Jeunes IHEDN au Japon
et Christophe KERDODE, délégué Jeunes IHEDN en Corée

À PROPOS DE L'ARTICLE

« **Nous sommes en guerre** ».

Le 16 mars dernier, le Président français Emmanuel Macron annonce que la France est en guerre sanitaire. Des mesures plus restrictives de confinement sont imposées à la population. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, déclare que 100 000 policiers et gendarmes seront mobilisés pour les faire respecter.

Dans ce contexte particulier, nous avons demandé à nos délégués internationaux de témoigner. Disséminés aux quatre coins du monde, ils nous livrent leur perception de la vie et la manière dont s'organisent les services publics en cette période de crise. Marine au Pérou nous indique que des mesures très strictes sont prises alors même que le virus n'a contaminé qu'une poignée de personnes. Louis en Norvège, Manon en Belgique, Solène aux Pays Bas, en Allemagne, en Espagne... tous nous racontent. Ces pays sont désormais en alerte permanente et adoptent des mesures restrictives : plus aucun événement ne peut être organisé, les universités sont fermées et les salariés doivent rester chez eux. En revanche, Maxence, notre délégué au Royaume-Uni, nous rapporte que sa vie n'a pas vraiment changé et que personne ne semble prendre la mesure de la situation.

Pour Stéphane, Christophe et Marine, respectivement délégués au Japon, en Corée du Sud et en Italie, ces échanges débouchent sur une analyse de la situation. Les deux premiers en raison de leur proximité géographique avec l'épicentre de l'épidémie de coronavirus qui s'est déclarée en Chine, la troisième car l'Italie est le pays européen le plus touché actuellement.

Ce texte n'engage que la responsabilité des auteurs.

Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association.

Italie – Point de situation au 14/03/2020

L'Italie est le pays le plus durement touché en Europe par l'épidémie à coronavirus. Avec plus de 17 500 cas au 14 mars 2020, ce pays est également le deuxième pays le plus atteint derrière la Chine. Le nombre de morts lié au virus est également le deuxième plus élevé¹. Ce chiffre en constante augmentation inquiète beaucoup dans ce pays où 37 %¹ de la population a plus de 65 ans, la tranche d'âge la plus touchée. La létalité liée au virus est plus élevée en Italie que nulle part ailleurs.

« Positifs », « Guéris », « Morts »

Des mesures très strictes ont été prises rapidement, dès que la barre des 200 personnes contaminées a été dépassée. Le 22 février, les autorités des régions de la Lombardie (où se trouve Milan) et de Vénétie ont annoncé la fermeture de leurs universités et écoles et la plupart des entreprises ont imposé un travail à distance. Cette fermeture a été renouvelée le 28 février, toujours dans ces deux régions du Nord de l'Italie².

Le 1^{er} mars, le gouvernement a pris des mesures très fortes en divisant l'Italie en trois zones - rouge, jaune et orange - en fonction du nombre de contaminés. Onze villes (dont dix en Lombardie) ont été mises en zone rouge, interdisant toutes les entrées et sorties de la ville ainsi que tous les rassemblements et imposant une fermeture de tous les lieux publics (musées, écoles, certains services publics, etc.). Le reste de la Lombardie et de la Vénétie ainsi que l'Emilie-Romagne et une ville dans les Marches (Centre-Ouest) sont passés en zone jaune tandis que le reste du pays a été mis en zone orange. Cette mesure, certes saluée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a été suivie d'un vent de panique dans toute l'Italie, où de nombreux supermarchés ont été dévalisés et où les gels hydro-alcooliques ont pu se vendre jusqu'à 30 € pièce

Le 4 mars, avec un nombre de contaminés supérieur à 3 000, le gouvernement italien a imposé la fermeture des infrastructures éducatives dans toute l'Italie. Cette mesure pose cependant problème notamment en ce qui concerne la garde des enfants, en particulier dans les zones orange où le télétravail n'a pas été imposé. Les régions ont annoncé différentes aides pour les parents. La Ligurie a ainsi annoncé donner 500 € par famille afin de rembourser les dépenses liées au baby-sitting. Le gouvernement a également

¹ L'Italie a depuis la date de la rédaction de cet article dépassé la Chine.

² Source : Dipartimento protezione civile.

prévu la possibilité de mettre en place des « *vouchers-babysitting* », toujours afin de rembourser les dépenses liées à la garde d'enfants³.

Signé dans la nuit du 7 au 8 mars, un décret annonce la mise en quarantaine de toute la Lombardie ainsi que 14 autres provinces, notamment en Vénétie, Emilie-Romagne et Piémont. 16 millions de personnes sont en quarantaine, soit un quart de la population italienne. Les cinémas, théâtres, musées, discothèques sont fermés dans tout le pays, les compétitions sportives suspendues et les mariages et enterrements reportés. Les supermarchés restent ouverts les jours de semaine et les bars et restaurants peuvent ouvrir uniquement si leurs clients respectent une distance de sécurité d'au moins un mètre entre eux.

Le 9 mars, le Premier ministre Giuseppe Conte a annoncé la mise en quarantaine de tout le pays. L'Italie entière devient donc une zone rouge. Le 11 mars, un autre décret est signé, interdisant l'ouverture de tous les commerces, hormis les pharmacies et les supermarchés. Les 60 millions d'habitants ont interdiction de quitter le territoire (sauf motif grave lié à la santé ou au travail), sous peine d'une amende ou d'une peine pouvant aller jusqu'à trois mois de prisons. Une auto-déclaration doit être signée par la police afin de se déplacer et leur autorisation sera donnée seulement pour une raison jugée nécessaire. Un aéroport dans chaque région fonctionne mais très peu de vols circulent, les compagnies aériennes ayant annulé tous leurs vols jusqu'à nouvel ordre.

Dans les premières semaines de crise, la politisation du virus a été marquée en Italie. Le gouvernement (alliance Parti démocrate - Mouvement 5 étoiles) est déjà particulièrement faible et le leader de la Ligue (extrême droite), Matteo Salvini, n'a pas hésité à l'affaiblir davantage encore en le critiquant ouvertement pour sa gestion de crise. Cependant, depuis l'annonce de la mise en quarantaine du pays entier et au vu de la situation d'extrême urgence, les politiciens ont fait preuve d'unité dans les derniers jours. Un fait rare dans un pays si divisé politiquement. L'annonce de la mise en quarantaine du pays a été salué par de nombreux Italiens qui ont appliqué ces mesures et incité leurs concitoyens à en faire de même avec le *hashtag* devenu viral #iorestoacasa (« #jeresteàlamaison »).

La situation est très grave dans les hôpitaux italiens, le matériel commence à manquer et les médecins sont complètement débordés par le nombre de cas. Les hôpitaux ont déjà annoncé que si la situation continuait ainsi, ils seraient contraints de réaliser une sélection des patients qui auraient le plus de chances de survivre. Des récoltes de fonds records afin de subvenir aux besoins des hôpitaux et d'acheter du matériel pour les thérapies

³ <https://www.infodata.ilssole24ore.com/2018/08/29/italia-piu-alto-tasso-over-65-stanno-nostri-anziani/>

intensives ont été organisées et ont permis de récolter plus de 4 millions d'euros. La Lombardie a annoncé dans la soirée du 14 mars qu'il ne lui restait plus que 15 à 20 lits en soins intensifs et que le « point de non-retour » était bientôt atteint...

La Chine a annoncé venir en aide à l'Italie le 13 mars en envoyant une dizaine de médecins ayant soigné des patients atteints du virus à Wuhan durant les derniers mois, ainsi que 31 tonnes de matériel de santé.

Une inquiétude très forte règne également pour les régions du Sud, où les infrastructures hospitalières sont bien moins développées que dans le Nord, les habitations sont plus proches les unes des autres et la population est plus âgée que dans le Nord. Même si plus de la moitié des cas positifs se situent en Lombardie, de nombreuses régions du Sud commencent à dénombrer des contaminés. Les conséquences de l'arrivée massive de personnes en provenance de Milan à l'annonce de la mise en quarantaine de la Lombardie restent encore à définir.

Japon - La perspective d'un expatrié au 15/03/2020

Contexte : l'épidémie chinoise est suivie de près par le Japon depuis le début. Le premier cas sur le sol japonais a été diagnostiqué le 15 janvier, il s'agissait d'un Japonais revenant de Wuhan (Chine).

Stratégie de communication du gouvernement japonais : Dès le premier cas, des recommandations de prévention ont été diffusées ainsi que la liste des mesures prises par les différents ministères pour limiter l'arrivée du virus depuis la Chine. Un conseil d'experts du monde de la santé a été mis en place par le gouvernement afin de lui faire des recommandations sur les stratégies à adopter. Témoin de son indépendance, le conseil peut donner des conférences de presse dissociées de celles du ministère de la Santé.

Le gouvernement a opté pour une grande transparence et une communication quotidienne (conférences de presse, échanges ouverts avec les journalistes, etc.), ce qui permet à la population de suivre l'évolution de la situation en temps réel et d'être informée des derniers changements dans les recommandations et mesures prises par le gouvernement. Le gouvernement se veut rassurant en communiquant en masse auprès de la population dans le but de limiter la propagation de rumeurs et de *fake news*.

Tant que le nombre de personnes infectées reste faible, le gouvernement communique largement sur les profils (âge, profession, endroit et raison probable de la contamination).

Pendant un temps, il était relativement aisé de tracer les cas, l'entourage des infectés étant sous surveillance. Ce traçage s'est montré complexe dès que sont apparus les premiers cas d'infection chez des personnes n'ayant ni voyagé en Chine, ni fréquenté de personnes en provenance de Chine. Certaines informations sur les nouveaux cas restent accessibles, tout en respectant la vie privée des patients. Le nom des hôpitaux dans lesquels les malades sont soignés n'est en revanche pas communiqué.

Recommandations du gouvernement et mesures prises pour stopper la progression du virus :

Dès le début, des recommandations ont été diffusées à destination des personnes ayant des symptômes (fièvre et/ou toux, éternuements), les invitant à porter un masque et à se rendre à l'hôpital. Pour l'ensemble de la population, il a été demandé d'appliquer les gestes barrières, comme se laver les mains régulièrement et éventuellement porter un masque lorsqu'on sort.

Le ministère japonais de la santé, du travail et des affaires sociales a renforcé les mesures de contrôle de la santé des visiteurs en provenance de Chine, les contrôlant, leur demandant de renseigner un questionnaire et d'informer de manière spontanée les autorités en cas de fièvre. Le ministère japonais des transports et du tourisme a requis la coopération des agences de voyages afin de fournir des informations sur les voyageurs et d'être en mesure de les contrôler rigoureusement.

De leur côté, les hôpitaux japonais sont dans l'obligation de signaler au gouvernement les cas présentant toux, fièvre et infection pulmonaire, en particulier quand cela tend à la pneumonie. Par la suite, ce dernier point a été rectifié compte tenu de la prise en compte de patients confirmés infectés et ne présentant que des symptômes variables ou légers, rendant le diagnostic bien plus difficile. La liste des symptômes pouvant entraîner une suspicion d'infection est régulièrement mise à jour suivant les cas reportés par la Chine à l'OMS.

Le 28 janvier, le Japon a inscrit le COVID-19 sur la liste des maladies infectieuses. Via cette reconnaissance, des mesures ont été mises en place visant à garantir au patient que la mise en suspens de sa vie professionnelle n'aura aucune répercussion négative sur son emploi le temps du traitement. C'est un point important car beaucoup de Japonais hésitent à consulter pour des symptômes légers qui peuvent être pourtant causés par le virus, de peur de perdre leur emploi. Cela permet également la prise en charge de la maladie par la sécurité sociale japonaise. En contrepartie, le patient ne peut refuser de se faire soigner et doit suivre les consignes de quarantaine et d'hospitalisation.

Avec l'arrivée des premiers *charters* de rapatriés, les personnes présentant des symptômes sont hospitalisées, les autres sont misent en quarantaine. Une ligne de renseignements en japonais est mise en place et reçoit 2 700 appels entre le 28 janvier et le 2 février. La plupart des appels concernent les symptômes mais aussi des questions sur le choix de désinfectant ou pour informer de la pénurie de masques. Dans les jours suivants, un numéro destiné aux étrangers est mis en place.

Depuis la déclaration par l'OMS de l'urgence de santé publique de portée internationale, le Japon refuse l'entrée sur son territoire de citoyens chinois dont le passeport montre qu'ils sont originaires ou qu'ils sont passés par Hubei dans les deux semaines précédant leur arrivée. Le personnel, les chauffeurs et conducteurs de bus, taxis, chemins de fer et le personnel et les pilotes d'aéroports et de compagnies aériennes doivent obligatoirement porter un masque et appliquer les gestes barrières.

Le 4 février, le COVID-19 est détecté au Japon sur des personnes qui n'étaient pas considérées comme étant en contact avec des personnes infectées. Dès lors, le gouvernement a incité la population à limiter les rassemblements et à rester chez soi en cas de faiblesse de santé. Dans le même temps, il est demandé aux personnes présentant des symptômes de ne plus se déplacer à l'hôpital mais d'appeler le numéro d'urgence afin d'éviter les infections en milieux hospitalier.

Les partis politiques ont exprimé la nécessité de travailler sur la rédaction d'un éventuel amendement à la Constitution afin d'améliorer le cadre légal entourant les moyens à déployer en cas de crise.

Le 8 février, le gouvernement annonce augmenter le nombre d'établissements dans lesquels il sera possible de faire le dépistage et promet un traitement simultané de nombreux tests afin d'obtenir des résultats rapidement.

Le 12 février, le gouvernement indique se préparer à une éventuelle pandémie. Seulement 1 800 lits sont disponibles dans les hôpitaux ce qui est grandement insuffisant. Le ministère de la Santé a annoncé compiler un document avec des directives visant la mise en quarantaine des personnes infectées présentant des symptômes légers. En outre, le gouvernement prévoit la mise en place éventuelle de navires hospitaliers.

Le 13 février, premier décès au Japon. Il s'agit d'une femme de plus de 80 ans, malade depuis le 22 janvier et hospitalisée depuis le 1^{er} février. Elle est testée positive au COVID-19 peu avant son décès. Elle n'avait pas voyagé à l'étranger mais avait dans son entourage un chauffeur de taxi ayant conduit des touristes chinois le mois dernier. Dès lors, le gouvernement s'attend à une hausse des cas. Il faut désormais suivre les

recommandations si l'on présente les symptômes même sans avoir été en Chine, ni avoir été en contact avec des personnes passées par la Chine.

Un panel d'experts est réuni par le Premier ministre le 16 février afin de définir les recommandations générales applicables.

Les ordres donnés par le ministère de la santé sont confirmés par le Secrétaire d'État. L'Empereur annule les réceptions prévues pour l'anniversaire de son intronisation. Au total plus de 200 événements (conférences, rassemblements, conventions, rencontres sportives, remises de diplômes) sont annulés - même si le gouvernement laisse le choix aux organisateurs de les maintenir ou non.

Le 22 février, le gouvernement compile des mesures pour mettre en quarantaine ou fermer les établissements scolaires lorsque des cas sont reportés chez les élèves ou dans le corps enseignant.

Le 23 février, le panel d'experts rend un rapport sur les évolutions possibles du virus COVID-19 au Japon. Les deux scénarios retenus sont :

1° Une augmentation constante et limitée du virus, dans un temps assez long ;

2° Une augmentation exponentielle et une retombée brutale, le tout dans un temps plus court.

Dans les deux cas, et de manière encore plus marquée concernant le 2^e, la capacité du système médical japonais sera dépassée. L'objectif urgent est de monter en capacité pour être en mesure d'accueillir et de soigner tout le monde, quel que soit le scénario. Il convient aussi d'avoir une stratégie de prévention spécifique au milieu hospitalier, ce qui doit être fait au cours des jours suivants.

Le 24 février, des mesures sont prises pour ne pas pénaliser les élèves présentant des symptômes et hésitant à rester chez eux par crainte des conséquences de leur absence. Les jours de repos ne seront ainsi pas comptés comme des absences. Des concours d'université sont reportés, d'autres ont lieu en désinfectant les lieux et en obligeant tous les participants à porter un masque et d'utiliser des solutions hydroalcooliques. Les visites dans les maisons de retraite sont déconseillées sauf si indispensables et le personnel soignant doit surveiller sa température en vue de protéger les résidents.

Le même jour, le gouvernement japonais annonce être à un moment crucial et se donne une à deux semaines pour contenir la vitesse de propagation du virus et éviter ainsi le stade épidémique. Il demande au public de suivre sérieusement les recommandations, d'éviter les rassemblements et de ne pas sortir dès les premiers symptômes de rhume.

Les personnes sans symptômes doivent limiter leurs déplacements. Le panel d'experts consulté par le Premier ministre devient une *task force* d'experts, le « conseil japonais des experts de la lutte contre le nouveau coronavirus », dont la mission est d'évaluer la progression du virus, d'émettre des recommandations, d'en suivre l'efficacité et de prévoir les scénarios d'évolution possible afin de se préparer au mieux. Se dessinent les grandes lignes d'une politique dédiée de *containment* pour le COVID-19.

Toujours le même jour, le groupe d'experts s'exprime lors d'une conférence de presse. Il se présente et se veut rassurant sur les motivations du gouvernement d'être transparent dans sa communication. Il indique toutefois que le risque zéro n'existe pas et qu'il faut poursuivre l'application des mesures de santé publique. L'objectif est de ralentir au maximum la propagation du virus. Il réitère les recommandations diffusées par le gouvernement en insistant sur les raisons qui ont mené à chacune d'elles, détaillant le mode de propagation du virus afin d'aider le public à prendre conscience de la situation.

L'objectif est d'aplanir la courbe afin d'allonger légèrement la durée de l'épidémie, tout en réduisant son intensité et diminuant considérablement le nombre de cas. Il s'agit de rester en dessous de la capacité maximale du système hospitalier et donc de garantir une qualité de soins élevée pour tous les cas critiques.

Le 25 février, le gouvernement interdit les rassemblements. Le 26 février, le gouverneur de Hokkaido annonce la fermeture des établissements scolaires du 27 février au 4 mars. Le secrétaire du cabinet ministériel annonce l'annulation de tous les événements de grande envergure pour les deux prochaines semaines. On note un durcissement du contrôle aux frontières avec une interdiction d'entrée sur le territoire japonais pour toutes les personnes qui sont passées dans certaines régions de Corée du Sud (Daegu, Cheongdo, Gyeongsangbuk-do), dans les 14 derniers jours avant leur arrivée au Japon.

Entre la fin février et le 5 mars, le gouvernement déclare l'état d'urgence à Hokkaido et demande aux personnes de ne plus sortir de chez elles sauf en cas de nécessité. Dans le reste du Japon, de nombreux magasins réduisent leurs horaires d'ouverture, mettent le personnel en temps partiel ou au chômage technique. Des allocations sont prévues pour ces personnes mises en difficulté par manque de travail. Des prêts à taux zéro sont proposés aux entreprises pour qu'elles puissent continuer à rémunérer leurs travailleurs en arrêt. Les universités d'Hokkaido annulent la deuxième session d'examens. Le gouvernement étend l'interdiction d'entrée sur le territoire aux Coréens provenant d'autres régions. Des mesures sont prises pour empêcher la vente en ligne à des prix prohibitifs de masques et de solutions hydroalcooliques. Enfin, le gouvernement s'adresse aux jeunes en leur demandant d'adopter un comportement particulièrement prudent car ils peuvent être des porteurs sains ou avoir des symptômes légers et être

inconscients du risque qu'ils représentent pour la population plus âgée ou fragile. Il y a une crainte que des « *super-spreaders* » apparaissent et qu'à eux seuls se développent plusieurs *clusters*.

Le 9 mars, le conseil des experts de la lutte contre le coronavirus recommande d'éviter trois cas qui sont identifiés comme favorisant les risques d'infection. Il s'agit d'éviter les lieux fermés et mal aérés, les lieux dans lesquels de nombreuses personnes se rassemblent et ceux dans lesquels les personnes communiquent très près les unes des autres.

Le 12 mars, un système de consultations médicales en ligne est mis en place gratuitement et ce, jusqu'à la fin du mois de mars. Le gouvernement estime que le pays arrivera à contenir la vitesse de propagation du virus et ainsi, à gagner du temps afin que le système hospitalier reste en mesure de traiter tous les cas de manière appropriée. Il incite la population à continuer d'appliquer les recommandations et continue d'informer quotidiennement les foyers d'infections identifiés.

Le 13 mars, la Diète japonaise vote une loi autorisant le gouvernement à annoncer l'état d'urgence, dans une ou toutes les préfectures et à tout moment. La fermeture des frontières peut être également décidée.

Réactions de la population japonaise :

Dans la rue, les transports et autres lieux publics, le port du masque concerne une grande partie de la population. Peu d'autres changements sont visibles. Ainsi, les transports en commun ne semblent pas moins peuplés malgré les recommandations. On notera toutefois certains faits divers qui témoignent d'une tension au sein de la population. Par exemple, une personne a tiré le levier d'arrêt d'urgence d'une rame de métro pour signaler une autre ayant toussé sans porter de masque. De nombreux Japonais avec des symptômes continuent d'aller travailler, soit parce que leur entreprise ne propose pas de télétravail, soit parce qu'ils minimisent qu'il puisse s'agir de COVID-19. Avec des symptômes souvent bénins et semblables à ceux d'un rhume, peu de gens annulent leur travail pour « si peu ».

En ligne, le *tatemaie* (retenue des Japonais en société) est moins présent, des inquiétudes transparaissent, la diffusion de *fake news* est difficilement contenue. Le mécontentement progresse face à la lenteur de la réponse officielle et le nombre croissant de cas.

Aussi, des canulars calomnieux vis-à-vis de la population chinoise sont diffusés. Les autres nationalités sont également parfois ciblées et plusieurs établissements japonais refusent

les clients étrangers. Cela témoigne d'une certaine mal-information puisque la quasi-totalité des gens ayant contracté le COVID-19 au Japon sont des citoyens Japonais.

Le COVID-19 a également un impact sur la cybercriminalité. Fin janvier, les centres de contrôle sanitaire de la préfecture de Kyoto informent la population japonaise de risques de spam. Ils prétendent émaner de ces centres de contrôles et comporter des recommandations officielles alors qu'en réalité, les liens contiennent des virus informatiques. Plus de 100 cas sont reportés jusqu'à présent. Dans le même registre, une campagne de spam est identifiée le 3 février. Il s'agit de mails qui, sous couvert d'annoncer une distribution gratuite de masques, tentent de voler des données personnelles. Au 4 février, plus de 600 personnes y avaient répondu.

Des actions solidaires s'organisent pour rendre le quotidien moins difficile. Par exemple l'application « Pocket Marché » est créée dans la région d'Iwate pour relier producteurs et clients dans le but de réduire le gâchis alimentaire suite à l'annulation d'événements et à la fermeture de cantines.

Réaction des expatriés :

D'après les informations communiquées par l'ambassade de France au Japon, le nombre d'appels au sujet du virus est en augmentation. L'ambassade a réalisé sa première communication officielle sur le sujet le 18 février, principalement pour relayer les recommandations japonaises et celles de l'OMS. L'essentiel de l'information en anglais et en français est relayé et traduit par des bénévoles sur les réseaux sociaux pour ceux qui ne parlent pas japonais et qui ne peuvent donc suivre les recommandations gouvernementales.

Un deuxième post le 20 février regroupe toutes les informations de prévention et les listes de contacts. Dès le 25 janvier, un conseiller consulaire avait diffusé une lettre récapitulatif, en français, les premières recommandations du gouvernement japonais.

Dès le 31 janvier, les conséquences de la suspension du travail dans certaines régions de Chine commencent à se faire sentir sur l'économie. La première semaine de février voit les premières turbulences de l'économie locale. Le ministère du tourisme japonais met en place des mesures pour aider les gérants d'hôtels suite aux annulations répétées de réservations. Un standard d'informations est mis en place ainsi que la possibilité d'emprunter à taux bas ou d'obtenir une subvention pour ajustement de l'emploi afin de conserver les employés. Le tourisme est la première industrie mise à mal par le COVID-19, une grande partie des touristes au Japon venant de Chine. Le maire de Nara a, entre autres, annoncé que l'entrée en vigueur de la taxe sur l'hébergement serait retardée. Le

gouvernement craint particulièrement l'impact de l'épidémie sur les JO de cet été. A ce titre, le 5 février, le maire de Nara indique être en train de réaliser des études sur l'impact et le coût d'un éventuel report ou d'une suspension des épreuves. De nombreux sites touristiques et musées ferment.

Le gouvernement a rapidement mentionné le besoin de revoir les sources d'approvisionnement et de mettre en place un budget prévisionnel. Cela est confirmé lorsque, dès la première semaine de février, plusieurs entreprises japonaises commencent à revoir leurs modes d'approvisionnement (JFE Steel, Mitsubishi, Hitachi). De nombreuses entreprises de toutes tailles déclarent connaître des difficultés à ce sujet, beaucoup de fournisseurs étant établis en Chine. L'usine Nissan de Fukuoka suspend à ce titre ses activités entre les 14 et 17 février. Plusieurs subventions sont possibles pour l'aide à la fabrication ou aux technologies de l'information. Le gouvernement garantit 80 % de la dette si les ventes ont diminué de plus de 5 % par rapport à la même période de l'année précédente et 100 % de la dette si les ventes ont diminué de plus de 20 %. Les entreprises pourront bénéficier d'un délai exceptionnel pour leurs déclarations annuelles fiscales si les raisons du retard sont clairement en lien avec le COVID-19. Le gouvernement estime cette situation passagère et s'applique à empêcher un dérapage de l'économie déjà fragile depuis la récente augmentation de la TVA de 8 % à 10 %. Il s'attend à un ralentissement si l'épidémie progresse et que de nombreuses personnes arrêtent d'aller travailler.

S'agissant des masques et des produits désinfectants, les fabricants font au mieux pour satisfaire la demande, mais la pénurie est vite déclarée. Beaucoup de producteurs sont situés en Chine et la production locale ne représente qu'une fraction des masques vendus au Japon, soit 90 millions produits par mois contre 260 millions importés en temps normal. La priorité d'approvisionnement va aux hôpitaux et services chargés des lieux publics. Les commandes groupées sont interdites, les achats par personne limités et l'achat destiné à la revente à des prix prohibitifs puni par la loi. Cela n'empêche pas de constater sur Internet une flambée des prix de masques vendus par des particuliers.

A la mi-février, le gouvernement annonce un réapprovisionnement progressif dans les semaines à venir, les usines japonaises tournant à plein régime jour et nuit et les usines chinoises recommençant à produire. Début février, la situation ne s'est pas encore améliorée, pire, on note que 20% des établissements de soins n'ont pas de stocks et 28 % des infirmiers à domicile n'ont pas de masques. Il y a un vrai manque de produit désinfectant. A la mi-mars, les établissements de soins semblent avoir remédié partiellement à la pénurie même si le public peine toujours à s'approvisionner. Le 15 mars, la revente de masques est passible d'une peine de prison.

La première quinzaine de février montre les premières difficultés d'approvisionnement de certains fruits et légumes. Les prix augmentent en conséquence. Le gouvernement japonais estime qu'il ne s'agit que d'un épisode et que la situation se rétablira prochainement.

Le 18 février, TODEN (Tokyo Electricity Company) est informé que les nouveaux uniformes de protection pour les travaux sur le réacteur 1 de la centrale de Fukushima risquent de ne pas arriver à temps, étant produits en Chine en partie. Le stock de matériel existant est disponible jusqu'au 27 février. Ce type de matériel est détruit après une seule utilisation. TODEN prévoit de les réutiliser dans l'attente d'une stabilisation de la situation, soit avec la reprise de la production en Chine, soit en passant à un autre matériel avec un autre fournisseur, au mois d'avril.

S'agissant du marché de l'emploi, les travailleurs à temps partiel (*baito*) se voient refuser des heures de travail. Les entreprises hésitent à recruter et à faire passer des entretiens alors que la période précédant avril est d'habitude la plus intense en termes de recrutements.

Début mars, le réseau de transports (métros, bus et trains), devant une fréquentation plus faible, annule nombre de trajets afin d'éviter des pertes financières conséquentes. On dénombre une forte baisse du nombre de vols domestiques (en particulier ANA et JAL).

Corée du Nord : Point de situation au 15/03/2020

Ce vendredi 13 mars, tandis que les dirigeants Macron et Moon échangent par téléphone sur les pratiques de leurs administrations respectives dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, le suivi du dossier nord-coréen ne connaît pas de trêve pour les différents services ministériels du sud de la péninsule. Au contraire, celui-ci s'est complexifié à l'aune de cette crise sanitaire internationale.

Pays souvent désigné comme le plus reclus de la planète, la Corée du Nord reste exposée à la propagation du coronavirus, sinon frontalement et subitement à large échelle sur l'étendue de son territoire, du moins progressivement. Les tendances observées en janvier et février se sont confirmées durant la première quinzaine du mois de mars : une certaine fébrilité a saisi les sphères dirigeantes du régime.

Ainsi, tandis que l'agence centrale de presse nord-coréenne affirme que le territoire ne connaît pas de cas de COVID-19, les suspicions de la communauté internationale restent fortes, aussi bien sur la relative porosité de sa frontière avec le voisin chinois que sur les

mesures évolutives de confinement et autres restrictions imposées aux locaux et étrangers. Mentionnant les répercussions de ces mesures sur le fonctionnement quotidien du bureau français de coopération en Corée du Nord situé à Pyongyang, le Quai d'Orsay a annoncé sa fermeture temporaire.

La supervision directe par Kim Jong-un d'exercices d'artillerie, tenus dans un lieu non communiqué par les organes de presse officiels, a relancé les spéculations quant à la présence effective du dirigeant nord-coréen dans la capitale. Également, outre le retour opérationnel, les tirs consécutifs de missiles balistiques de courte portée présumés effectués à une semaine d'intervalle depuis le sud-est du pays vers la mer de l'Est permettraient de consolider l'assise du pouvoir. Il s'agit d'endiguer l'idée selon laquelle le pays serait incapable de maîtriser une possible dissémination du virus et de faire face aux difficultés économiques. Le lendemain d'une déclaration offensive de Kim Yo-jong - la sœur du dirigeant nord-coréen - commentant les préoccupations du bureau présidentiel de Cheong Wa Dae à la suite de ces tirs, Kim Jong-un transmettait une lettre de soutien à Moon relative à la lutte contre le virus. La temporalité de cet épisode n'a pas manqué de susciter des commentaires.

Les États-Unis ont dernièrement offert leur aide au régime nord-coréen pour contrer de manière préventive la propagation du COVID-19, tout en précisant qu'une offre similaire avait été soumise à la Chine et l'Iran. Les prochains mois révéleront si la nécessaire coopération internationale évoquée par les dirigeants Macron et Moon à l'issue de leur entretien aura eu des développements plus larges et participé à la stabilité sanitaire et sécuritaire de l'ensemble de la péninsule.



publication@jeunes-ihedn.org